



Numéro PPQ/4735

lundi 11 septembre 2006

## L'ONU - actualités en bref du lundi

- Darfour : le Soudan engage sa responsabilité en refusant une force de l'ONU, prévient Kofi Annan
- L'Iraq est l'un des pays les plus violents au monde, selon un rapport de l'ONU
- Nucléaire : le chef de l'AIEA vivement préoccupé par le manque de coopération de l'Iran
- 'Les attentats du 11 septembre, attaques contre l'humanité', rappelle Kofi Annan
- LRA : Jan Egeland au Sud Soudan pour les négociations
- PAM : 355.000 personnes coupées de l'aide alimentaire au Darfour
- L'UNESCO évaluera les conséquences de la guerre sur le patrimoine culturel du Liban

## Darfour : le Soudan engage sa responsabilité en refusant une force de l'ONU, prévient Kofi Annan



**11 septembre** - Devant le Conseil de sécurité, le Secrétaire général a appelé aujourd'hui le gouvernement du Soudan à sa « responsabilité sacrée de protéger » sa population au Darfour, l'exhortant à accepter le déploiement d'une mission des Nations Unies et prévenant que les auteurs d'une « nouvelle catastrophe humanitaire » seront tenus pour responsables.

« La reprise des combats au Darfour révèle un mépris total pour l'accord de paix » signé en mai dernier à Abuja, a déclaré Kofi Annan devant le Conseil de sécurité, réuni en présence du représentant du Soudan ainsi que de l'Union africaine et de l'Organisation de la conférence islamique (OCI).

Le Secrétaire général a condamné les récents affrontements au Nord Darfour entre diverses factions, le déploiement de « milliers de troupes soudanaises dans la région » et la reprise « des bombardements aériens », les qualifiant de « juridiquement et moralement inacceptables ».

« Ces événements défient plusieurs résolutions du Conseil de sécurité et violent les engagements pris, dont le non-déploiement de troupes soudanaises supplémentaires ». « Toutes les parties auraient dû comprendre à présent, après tant de morts et de destructions, que seul un accord politique [?] pourrait vraiment apporter la paix dans la région », a dit Kofi Annan.

« Un an après avoir adopté le concept de 'responsabilité de protéger', pouvons-nous échouer une fois de plus », s'est interrogé le Secrétaire général, en référence au principe de droit international adopté dans le [document final](#) du [sommet mondial](#) de septembre 2005. Ce principe autorise la communauté internationale à agir si un Etat ne peut ou ne veut agir pour protéger sa propre population en danger.

Dans l'immédiat, le Secrétaire général a réitéré son appel à répondre aux besoins matériels de la Mission de l'Union africaine au Soudan (MUAS), forte de 7 000 seulement pour un territoire grand comme la France, rappelant que « l'Union africaine a clairement indiqué la nécessité de procéder à une transition de la MUAS à une mission des Nations Unies, qui a été approuvée par le Conseil de sécurité ».



« Mais soyons clairs », a dit Kofi Annan, « nous savons tous que le gouvernement du Soudan refuse toujours d'accepter la transition, et le Conseil de sécurité a reconnu que sans l'accord du gouvernement elle ne sera pas possible ».

Le Secrétaire général a donc appelé une fois de plus le gouvernement du Soudan à accepter la [résolution](#) 1706 et à donner son accord. Le Conseil de sécurité a en effet [autorisé](#) le 31 août le déploiement au Darfour d'une force des Nations Unies sera chargée de relayer la mission de l'Union africaine, qui pourra compter jusqu'à 17 300 soldats.

« Les conséquences de l'attitude actuelle du gouvernement, c'est-à-dire plus de morts et de souffrances, peut-être à une échelle catastrophique, se porteront tout d'abord sur le peuple du Darfour », a dit Kofi Annan.

« Mais le gouvernement en souffrira aussi, s'il échoue dans sa responsabilité sacrée de protéger sa propre population. Il souffrira de l'opprobre et du déshonneur aux yeux de toute l'Afrique et de toute la communauté internationale », a-t-il ajouté.

« De plus, ni ceux qui adoptent de telles politiques ni ceux qui les appliquent ne doivent s'imaginer qu'ils ne seront pas tenus pour responsables », a prévenu le Secrétaire général.

Rappelant que sa propre voix à elle seule ne suffirait pas à convaincre le gouvernement et à contester les « mythes et malentendus » qui soutiennent la position du Soudan, Kofi Annan a appelé à l'aide des dirigeants et des populations en Afrique et ailleurs à faire pression sans attendre sur le Soudan.

« Il faut aussi un message sans équivoque du Conseil de sécurité », a-t-il affirmé, rappelant que le Conseil se trouvait, après deux ans d'efforts, devant une « nouvelle calamité » au Soudan.

« C'est un test crucial de l'autorité et de l'efficacité du Conseil de sécurité », a-t-il conclu.

Lors de son allocution au Conseil, le Secrétaire général a également précisé que dans les prochains jours il rencontrerait des représentants de la Commission de l'Union africaine pour mettre au point un projet de soutien à la MUAS.

Le Département des opérations de maintien de la paix de l'ONU ([DPKO](#)) organisera aussi une réunion de contributeurs de troupes potentiels pour débattre de l'expansion de la Mission des Nations Unies au Soudan ([UNMIS](#)) au Darfour.

Depuis février 2003, la guerre civile au Darfour a fait au moins 200 000 morts et plus de 2 millions de déplacés. L'accord de paix signé en mai à Abuja entre le gouvernement du Soudan et une partie des mouvements rebelles n'a pas mis fin aux combats. L'insécurité et l'impunité continuent de régner au Darfour. Les massacres, les viols et les pillages se poursuivent.

## L'Iraq est l'un des pays les plus violents au monde, selon un rapport de l'ONU

**11 septembre** - « L'Iraq est devenu aujourd'hui l'une des zones de conflit les plus violentes dans le monde » avec une centaine de morts par jour, affirme le dernier rapport du Secrétaire général sur la Mission des Nations Unies dans le pays, rendu public aujourd'hui.

« D'après les chiffres les plus récents communiqués par le gouvernement iraquien, le nombre de civils tués a augmenté considérablement et représente en moyenne une centaine de personnes par jour et plus de 14 000 personnes seraient blessées tous les mois », indique le [rapport](#) transmis aujourd'hui au Conseil de sécurité.

« Depuis l'attaque de Samarra, le 22 février 2006, environ 200 000 personnes ont été déplacées. Il s'agit là d'une évolution inquiétante qui, si elle se poursuit, risque d'entamer le tissu politique et social du pays », poursuit le rapport ([dépêche](#) du 22.02.06).

Selon le rapport sur la Mission d'assistance des Nations Unies pour l'Iraq ([MANUI](#)), les attaques lancées par les insurgés, les milices et les terroristes, ainsi que les violations flagrantes des droits de l'homme ? meurtres, enlèvements, tortures? - sont toujours aussi nombreuses dans la plupart des régions. Un grand nombre de victimes sont des femmes, des enfants et des

minorités.

« L'intensification des activités des milices est à la fois une cause et une conséquence de l'aggravation de l'insécurité et de la multiplication des violations des droits de l'homme. Tant que les Iraquiens ne seront pas absolument convaincus que le nouveau gouvernement et ses forces de sécurité agissent de manière impartiale et responsable, on risque de voir apparaître un cercle vicieux où l'intensification des activités des milices engendre une peur et une insécurité croissantes, ce qui provoque à son tour un nouvel accroissement des activités des milices », estime le Secrétaire général qui engage à « briser ce cercle vicieux ».

Ce dernier préconise d'abord que le gouvernement iraquien prenne « des mesures énergiques pour protéger la vie des civils innocents » mais aussi « de tenir les instigateurs de la violence responsables de leurs actes et de les traduire en justice, de répondre aux doléances légitimes et de veiller à ce que leur propre conduite soit pleinement conforme au droit humanitaire international et aux instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme ».

Il souligne aussi que « l'amélioration des conditions de vie de tous les Iraquiens est un élément absolument essentiel dans la recherche de solutions pour améliorer la situation de la sécurité et celle des droits de l'homme ».

« Pendant 30 ans, les Iraquiens ont connu la guerre, les conflits internes, l'instabilité politique et les sanctions », rappelle ainsi le rapport qui déplore qu'aujourd'hui « la plupart d'entre eux vivent privés de soins de santé convenables, de services sociaux, de possibilités d'enseignement et d'emploi et autres débouchés économiques ».

## Nucléaire : le chef de l'AIEA vivement préoccupé par le manque de coopération de l'Iran



**11 septembre** - Le directeur de l'Agence internationale de l'énergie atomique ([AIEA](#)), Mohamed ElBaradei, s'est dit aujourd'hui vivement préoccupé par le manque de coopération de l'Iran avec ses inspecteurs qui doivent déterminer si le programme nucléaire iranien poursuit des objectifs militaires ou non.

« Des lacunes persistent concernant les connaissances de l'Agence sur l'étendue et la nature de l'ancien et de l'actuel programme d'enrichissement des centrifugeuses de l'Iran », a déclaré Mohamed ElBaradei, dans un [discours](#) prononcé devant le Conseil des gouverneurs de l'[AIEA](#) à Vienne.

« En raison du manque d'empressement de l'Iran à résoudre cette question, l'Agence est incapable de faire des progrès dans ses efforts pour donner les garanties de l'absence d'activités et de matériaux nucléaires non déclarés en Iran. Ce qui continue d'être une grave source de préoccupation », a-t-il regretté.

Le directeur de l'AIEA s'est dit toutefois « encouragé » par le dialogue en cours entre l'Iran et l'Europe, lors d'une [conférence de presse](#) donnée juste avant la réunion du Conseil des gouverneurs.

L'AIEA a rendu public mercredi dernier son dernier rapport sur le dossier iranien qui constate que l'Iran n'a pas suspendu ses opérations liées à l'enrichissement ([dépêche](#) 06-09-06).

Dans sa [résolution](#) 1696 adoptée le 31 juillet, le Conseil de sécurité avait donné à l'Iran jusqu'au 31 août pour « suspendre toutes ses activités liées à l'enrichissement et au retraitement ».

Le Conseil avait également demandé au gouvernement iranien de prouver le caractère strictement civil de son programme nucléaire.

Il avait aussi menacé le pays de prendre « des mesures » au cas où le pays n'appliquerait pas « les dispositions de la résolution ».

## 'Les attentats du 11 septembre, attaques contre l'humanité', rappelle Kofi Annan



**11 septembre** - « Les attaques du 11 septembre 2001 nous ont atteintes au plus profond de nous, parce qu'elles étaient une attaque contre l'humanité », a affirmé aujourd'hui le Secrétaire général de l'ONU dans un message marquant le cinquantième anniversaire des attentats contre le World Trade Center qui ont fait près de 3.000 morts à New York.

« Aujourd'hui, nos pensées et nos prières vont aux victimes et à tous ceux qui ont perdu des êtres chers dans cette tragédie. Les Nations Unies se souviennent avec les autres New-yorkais de la blessure imposée à cette merveilleuse ville ? qui nous accueille si bien depuis plus de cinq décennies », a déclaré Kofi Annan dans un [message](#) transmis par son porte-parole.

« Nous nous souvenons aussi de toutes les victimes du terrorisme à travers le monde », a-t-il souligné.

Le Secrétaire général a aussi salué, une nouvelle fois, l'adoption par l'Assemblée générale, vendredi dernier, d'une stratégie mondiale contre le terrorisme dont il avait eu l'initiative, estimant qu'elle envoyait le message que « ce fléau est inacceptable, quel qu'en soient les auteurs ou les mobiles » ([dépêche](#) du 8.09.06).

Il a exhorté tous les Etats Membres à « rendre hommage aux victimes du terrorisme partout dans le monde en prenant des mesures vigoureuses pour mettre en oeuvre tous les aspects de cette stratégie ».

Le Conseil de sécurité, réuni ce matin pour une séance sur le Soudan, a observé une minute de silence en mémoire des attentats.

## LRA : Jan Egeland au Sud Soudan pour les négociations



**11 septembre** - Dans le cadre d'une tournée en Afrique, le Secrétaire général adjoint aux affaires humanitaires, Jan Egeland, s'est rendu aujourd'hui à Juba dans le sud du Soudan, pour suivre les négociations de paix en cours entre le gouvernement de l'Ouganda et l'Armée de résistance du Seigneur (LRA) qui viennent de signer un accord de cessation des hostilités.

« Il a rencontré ce matin le Premier ministre de l'Ouganda pour discuter de la situation dans le nord du pays et notamment des personnes déplacées », a indiqué aujourd'hui le porte-parole du Secrétaire général, Stéphane Dujarric, lors de son point de presse à New York.

Hier en Ouganda, le Secrétaire général adjoint a visité un camp de déplacés situé dans le district de Gulu, au nord du pays, indique un communiqué publié à Kampala par le Bureau de la coordination des affaires humanitaires ([OCHA](#)).

« Le processus de paix en cours est la meilleure et la plus sérieuse opportunité que nous avons eue pour terminer le conflit dans le nord de l'Ouganda », a déclaré Jean Egeland dans ce communiqué.

Après 20 ans de conflit, le gouvernement ougandais et la LRA ont signé le 26 août, sous les auspices du gouvernement du Sud Soudan, un accord de cessation des hostilités ([dépêche](#) du 26.08.06).

Le Secrétaire général adjoint s'était rendu la semaine dernière en République démocratique du Congo (RDC), à Kinshasa, dans la province du Katanga et dans celle du Sud Kivu ([dépêche](#) du 07.09.06).

Il sera demain à Nairobi au Kenya.

## PAM : 355.000 personnes coupées de l'aide alimentaire au Darfour



**11 septembre** - Depuis trois mois, de centaines de milliers de personnes ne reçoivent plus l'aide du Programme alimentaire mondial (PAM) en raison de la reprise des combats et de la recrudescence de la violence au Darfour où la situation humanitaire atteint un niveau « critique », a alerté aujourd'hui son représentant au Soudan.

L'insécurité a privé au mois d'août quelque 355 000 personnes vivant dans le Nord Darfour de l'aide alimentaire, a annoncé Kenro Oshidari, directeur du [\(PAM\)](#) au Soudan, dans un [communiqué](#) publié à Khartoum.

« La situation a atteint un niveau critique », prévient le communiqué.

« La majorité de ces personnes ont passé trois mois entiers sans notre aide. La situation est d'autant plus désespérée que nous sommes au milieu de la 'saison de la faim', la période juste avant la récolte, et que la population a peu de chances de trouver de la nourriture ailleurs », a expliqué Kenro Oshidari.

« Sans aide alimentaire, les choses deviendront plus volatiles. La faim exacerbe une situation déjà précaire. Cela va ajouter de l'huile sur le feu », a-t-il souligné.

Trois millions de personnes dépendent actuellement de l'aide alimentaire au Darfour. Mais la recrudescence de la violence dans plusieurs endroits de la région a rendu l'acheminement de l'aide plus difficile.

Douze travailleurs humanitaires ont été tués au Darfour depuis le mois de mai - soit plus que le nombre total tués depuis le début du conflit.

Le conflit qui a démarré en 2003 a déjà fait plus de 200 000 morts. L'accord de paix qui a été signé en mai entre gouvernement du Soudan et une partie des rebelles n'a pas mis fin aux combats. L'insécurité et l'impunité continuent de régner au Darfour. Les massacres, les viols et les pillages se poursuivent.

Le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés ([HCR](#)) a averti vendredi que la dégradation de la situation au Darfour menaçait de provoquer une nouvelle vague de déplacements massifs qui pourrait déstabiliser la région entière et entraîner une catastrophe humanitaire majeure ([dépêche](#) du 08.09.06).

## L'UNESCO évaluera les conséquences de la guerre sur le patrimoine culturel du Liban



**11 septembre** - L'agence des Nations Unies pour la culture enverra du 10 au 16 septembre une mission d'experts chargée d'évaluer les éventuels dommages infligés aux sites culturels lors des récents affrontements au Liban.

La mission va notamment se rendre sur les sites de Tyr, Baalbek et Byblos, trois sites inscrits sur la Liste du patrimoine mondial de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture ([UNESCO](#)).

« Fondées par les phéniciens, Tyr et Baalbek ont traversé les siècles et conservent quelques uns des plus beaux vestiges de l'apogée de l'architecture romaine impériale. Les experts analyseront l'état structurel des monuments de ces sites et leur état de conservation », indique un [communiqué](#) de l'agence publié aujourd'hui à Paris.

« Byblos, au Nord de Beyrouth, témoigne des débuts de la civilisation phénicienne et d'une très ancienne organisation urbaine dans le Bassin méditerranéen. Elle a été touchée par une marée noire provoquée par une fuite émanant d'une centrale électrique côtière bombardée en juillet. Les experts vont aussi évaluer d'éventuels dommages causés par la marée noire au Vieux Port », ajoute le communiqué.

Les experts devraient aussi visiter au Sud du Liban des biens du patrimoine culturel ne figurant pas sur la Liste du patrimoine mondial, à la demande des autorités libanaises.

L'UNESCO avait déjà envoyé une mission au Liban en août pour une première identification de possibles domaines de coopération avec les autorités nationales ([dépêche](#) du 11.08.06).

« Bien que cette première évaluation n'ait révélé aucune destruction significative sur les sites du patrimoine culturel du Liban, nous devons nous assurer que ces édifices anciens n'ont pas été affaiblis dans leurs structures par les impacts des bombes qui ont explosé à proximité », a déclaré le directeur de l'UNESCO, Koïchiro Matsuura.

« La sauvegarde du patrimoine libanais est importante tant pour sa valeur universelle exceptionnelle que pour sa contribution à l'identité nationale du Liban, en tant que société multiculturelle ayant vécu et prospéré dans l'harmonie pendant des millénaires », a-t-il ajouté.

« L'UNESCO est évidemment prête à aider également Israël à évaluer les effets de la guerre sur son patrimoine, tel que la Vieille ville d'Acre, par exemple, qui figure aussi sur la Liste du patrimoine mondial de l'UNESCO », a-t-il poursuivi.

La mission de l'UNESCO au Liban sera dirigée par Mounir Bouchenaki, directeur du Centre international d'études pour la conservation et la restauration des biens culturels (ICCROM), une organisation consultative auprès du Comité du patrimoine mondial de l'UNESCO. Il sera accompagné de deux experts du Conseil international des monuments et des sites (ICOMOS), autre organisation consultative auprès du Comité du patrimoine mondial. Il s'agit respectivement d'un spécialiste de l'analyse structurelle des monuments et d'un spécialiste de la préservation des pierres.